

ICTR-98-41-A

21-03-2011

(3575/A-3554/A)

3575/A

AM



International Criminal Tribunal for Rwanda
Tribunal Pénal International pour le Rwanda

UNITED NATIONS
NATIONS UNIES

Arusha International Conference Centre
P.O. Box 6016, Arusha, Tanzania
Tel: 255 27 2504207-11/4367-72 or 1 212 963 2850 — Fax: 255 27 2504000/4373 or 1 212 963 2848

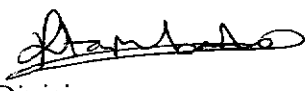
INTEROFFICE MEMORANDUM — MEMORANDUM INTERIEUR

To: Richard Perras
A: Co-Counsel for Théoneste Bagosora

Date: 21 March 2011

Ref: *Théoneste Bagosora et al.* v. The Prosecutor, ICTR-98-41-A

Through: Félicité Talon, Legal Officer
Sous/Couvert: Appeals Chamber, Arusha

From: *For* James J. Arguin, Chief 
De: Appeals & Legal Advisory Division
Office of the Prosecutor

Subject: Disclosure of Marcel Gatsinzi's Statements
Objet:

JUDICIAL RECORDS/ANNUAL REPORTS
RECEIVED

2011 MAR 21 P 3:17

1. Further to the previous correspondence from the Prosecutor dated 18 March 2011 regarding the statements relating to Marcel Gatsinzi, and in addition to the affidavit dated 11 August 2010, relating to the *Nizeyimana Ildephonse* case, and a Rwandan Judicial record of a case in which Gatsinzi appeared as a witness dated 27 July 1998, please find attached another related statement containing responses from Marcel Gatsinzi and addressed to Professor Reytjens, dated 25 June 1995.

Best regards.

357A/A*

Pseudonym: EI

GATSMAR-3

Witness Code: GATSMAR

GATZINZI

Marcel

Lettre adressée à Filip Reyntjens par Marcel Gatsinzi pour répondre à certaines questions à propos des journées qui ont suivies le 6 avril 1994.

DOCUMENT INFORMATION	
Doc Type:	Letter
Doc Sources:	REY
Doc Location:	BF
Doc Original No:	REYNFIL-02
Doc Date:	25-Jun-95
Format:	Handwritten
Original language:	French
Translation:	
ERN Translation:	K024-1/6 95-4702
For Witness Statement:	
Signature Date:	25-Jun-95
Interviewer 1:	HIMSELF
Interviewer 2:	
DOCUMENT CODING:	
Document code:	GATSMAR-3
ICTR Number:	
ERN Number:	K007-8946-K007-8957
Disclosure Code:	
Disclosable:	No (Art. 70)
Past Disclosure----Past Disclosure----Past Disclosure----Past Disclosure	

Au Professeur REYNTJENS Filip.

Cher Professeur,

Veuillez trouver ci-après les quelques réponses et observations sur les questions que vous m'avez transmises par la voie de M. Patrick DUPONT.

Tout d'abord je voudrais souligner comme je l'ai déjà fait, que n'ayant pas évolué dans la situation de KIGALI (point de vue politique et militaire) durant la période précédant mon arrivée à Kigali le 07/04 vers 16.15 H, certains détails m'échappent. Certains officiers qui travaillaient à KIGALI et au Ministère de la Défense, et qui sont actuellement au RWANDA peuvent vous fournir d'autres précieuses informations sur la situation de la période qui vous intéresse.

Ce sont les Colonels ROSATIRA L, le Colonel NDIBWAMI Desgrégias actuellement Chef d'Etat Major de la Gendarmerie Nationale, le Lt Col BAVUGAMENSHI Innocent qui était alors Commandant de la Garde Républicaine chargée de la Sécurité des Ministres, le Major CYIZA Augustin ex Président du Conseil de Guerre et par ailleurs Conseiller du Ministre de la Défense à certains moments. Leurs No de Téléphone sont les suivants:

Col ROSATIRA Léonidas 75172 (H), Colonel NDIBWAMI D: 33681 / Lt Col BAVUGAMENSHI I. 75173 (E), Major CYIZA A: 32361 (H) qui est ministre et fut probablement votre élève à LUNDA BURUNDI. Je voudrais revenir à votre dernier coup de téléphone au propos de la réunion que feu le Premier Ministre Bontche a tenu avec certains officiers. J'ai appris par le

3572/1

K0070947

Mayer CYZA ni-devare, a que de l'ancien Ministre Agabre a
franké apres (ou quelques temps apres) la réunion, que de
Général NINDILIVIMANA Agabre ne participait pas
effectivement a la réunion. Il était absent plutôt.
Le Major CYZA peut venir le lendemain de vive voix.

Concernant ces questions.

Je ne pour pas vous donner le compte exact du Major CYZA, qui a participé
à la réunion, précise, sauf que vers 0600 H du matin, il m'a
téléphoné en vers m'annonçant que j'étais devenu
plus à l'état Major (ai) et en insistant que j'étais responsable
KIRARI pour 0600 H du matin.

Mais certains officiers, comme le Col RUSITIRA, qui a participé
à la fin de la première réunion du Comité de Crise, m'a
dit qu'il (RUSITIRA) a été appelé par le Général NINDILIVIMANA
pour s'informer de la situation. Il est venu de
KIRARI pour 0600 H du matin.

- Durant ces contacts que le Col SACOSORA eut a pu avoir
pendant cette période, les officiers présents a la réunion
officiellement que

o durant la réunion, quand le téléphone sonnait
pour lui, il ne voulait pas répondre sur le téléphone
mais disait au correspondant, je vous téléphonerai
moi-même et se allait dans un autre bureau
appeler son correspondant en répondant a cet
appel. Cela a un autre certains.

o Je avait un message radio a lui transmis a l'adresse
de l'Armée de la République, qui se relayait par
l'Armée de la République. Les officiers
ou les officiers sans commission
ou les officiers de l'Armée de la République.

Conseiller d'abord du Ministre de la Défense le Colonel BEM
 NDENGEYINKA Balthazar actuellement à GAKO (BUCEERA)
 en Education Politique (Sic). K0073948

- Le Col BAGOSORA avait au Commandant du Bn Para Cto
 ou et au Commandant de la Garde Présidentielle durant ou
 après la réunion " JE VEUX UN BON BUTIN DANS
 (OU APRES) 24-HEURES ".

Après la réunion du Comité de crise du matin vers 1000H,
 (au sortir de la réunion devant les bureaux) au Commandant
 du Bataillon Para Cto " NI UGUHERA RUKANSE " à peu

près ceci " IL FAUT COMMENCER PAR UN COTE " sous entendus
 pour le rectissage. Ceci peut être confirmé par le Major Jeanus
 NDAMAGE actuellement en service au Ministère de la Défense
 A ce moment des coups de feu retentissaient chez le Premier
 Ministre Agathe.

- 2° - Qui j'ai fait partie du comité de crise et ai participé à
 une de ses réunions celle du 07/04/94 qui avait à
 étudier comment son fonctionnement. Et le lendemain aussi
 mais ce n'était vraiment pas une réunion, mais une séance
 au cours de laquelle le Col BAGOSORA a informé le Comité de
 crise de la formation du Gouvernement, et a invité Mr. Juvénal
 KAMBANDA de présenter son Gouvernement.

- Les membres.

Quoique je n'ai jusqu'à ce jour aucun document mettant en
 place ce Comité de crise, ni de compte rendu de cette réunion de
 ce Comité, j'ai comme informations qu'il était composé de
 Officiers Chefs de Service et de Bureaux au MINADDF, dans
 les 2 Etats Majors Armée Rwandaise et Gendarmerie
 Nationale, plus le Directeur de Cabinet du MINADDF.

3570/A

80273949

- Suite fait ce Comité.

Ce comité a été créé par les Militaires pour empêcher le pouvoir. Ceci a été écarté par les Américains dans le Cor. BASSORA voulait que les forces politiques approuvent les poursuites politiques. Ceci a été déçu durant la réunion des Commandants des Secteurs Opérationnels + les Officiers du MINDEF et des Etats Major, qui a eu lieu le 07/04/94. Le matin vers 0800H.

da hman amigne a ce Comité (pas de cette réunion)

- discipliner les militaires de la garde présidentielle - Faciliter le contact des politiciens et des membres du gouvernement pour faire la formation du gouvernement dans le cadre des Accords d'Arusha. Contact via la MINUAR afin que le ... soit accepté dans ce gouvernement.

La première réunion du Comité de Crise a eu lieu dans la soirée du 07/04/94. Il y a participé au fait que membre. Il a progressé à l'étude le fonctionnement de ce Comité et de mettre en place les structures : élire un Président de ce Comité et la structure etc.

Ceci a rencontré des difficultés parce que le Cor. BASSORA a voulu exiger de devenir le Président de ce Comité. Chose que le Président lui a refusé pour les raisons suivantes. Le Comité de Crise est "Militaire" et doit être un officier. directive pour la formation. Le Colonel BASSORA avait été nommé dans plus de 100 postes militaires. Le Colonel BASSORA a fait l'objet de l'Ordre National, etc.

il s'occupait de la politique. R0073950 3569/A
Le Comité de Crise devait être présidé par un militaire,
le plus ancien dans le grade le plus élevé, c'est-à-dire
le Général NDINDILYIMANA Augustin.

Ceci a irrité le Col BAGESORA, qui a hâché la réunion et est
parti peu content. Ce qu'il a fait après jusqu'à la formation
du Gouvernement est connu de lui seul. Mais il appert qu'
a contacté les politiciens d'une seule mouvance qui a
abouti au Gouvernement que l'on connaît, le (Gouvernement?)

• Après la mise en place de la première distribution,
formation du Gouvernement, le Comité de Crise
n'avait plus de raison d'être. Il fut dissout le 08/04/
après la présentation du Gouvernement puisqu'il n'y
a plus eu d'autres réunions et que le Gouvernement
était là.

3. Chronologie de ce qui s'est passé après mon arrivée : A quel point
de vue. C'est trop Général, et trop étendu.

- Mais j'ai pris d'abord connaissance à l'Etat Major de la
situation opérationnelle puisque les combats avaient
repris dès 1600H, sur tout le front NORD (déjà au
MURARA les combats avaient repris le 05/04/94) et dans
KICAI, à KIMURURA,

- Il y a eu réunions du comité de crise

- Direction des opérations

Je ne saurais pas vous donner mon emploi du temps précis puisque
ça fait déjà plus d'une année, je n'ai plus mon agenda.
Vous comprenez que dans les circonstances du moment, j'ai jamais
n'ayant pas évolué dans la situation depuis l'assassinat du
Président de la République, la situation était nouvelle.

pour moi. C'est que certainement ceux qui avaient
 un plan qu'ils voulaient mettre en exécution avaient
 leur plan et leur but. Pour qu'ils aient des succès
 - leurs plans pour espérer à l'avenir, il fallait qu'ils
 ne commencent pas la réalisation à l'instant (politique
 multiples de succès, plans de liquidation) et
 des autres politiques etc...)
 de faire bien qu'ils ont que ce soit rendu possible
 des exécutions et exactions qu'ils commencent
 immédiatement. Et moi-même. Ils ont cherché
 après un pas de leur nature, qu'ils ont qu'ils
 avaient déjà dérangé leur long temps auparavant.
 C'est qu'ils qui les contrecarrent difficilement.
 presque déjà par ailleurs par la grande majorité
 des officiers et nous des militaires des Nord. Je parle
 qu'ils ont d'ailleurs au des degrés de l'accomplissement
 mettre tout les conséquences de l'adhésion de la situation
 consistative à tous les succès et aménagements qu'ils
 avaient prévus.
 Le qu'ils ont était moi, un officier du centre du pays, mais
 compréhensible au sud (Nord), et qu'ils n'avaient pas
 pour avoir été écrit tout au long de sa carrière
 militaires, et avoir écrit tous les échelons sans faille,
 avoir que tous les grades sans retard. Et ce qui est
 Nord ont négocié et ne me dépassent pas. Mais
 leurs malheurs au fur et à mesure qu'ils ont fait
 BINA, centre moi, n'avaient pas d'ailleurs pour qu'ils
 ne reconnaissent comme un officier technique, qui me
 sent pas les ordres (pour les renseignements et les malheurs
 Voilà pour moi. Je parle par moi-même.

4° Les acteurs dans les négociations politiques.
Les démarches ont commencé durant la nuit du 6 au 7/4/94 avant mon arrivée à Kigali.

Mais j'ai appris que le Col BAGOSEBA n'est beaucoup écouté à faire des contacts de tous bords pour recevoir le soutien afin que les militaires, avec lui, Directeur de Cabinet, ~~est~~ remplaçant du Ministre de la Défense, ~~est~~ la tête du groupe des hauts Off.

Tous ces contacts même ultérieurs il les faisait à l'extérieur. Je ne sais pas s'il en informait certains officiers. En tout cas je n'ai pas été du nombre.

D'ailleurs il ne m'a adressé la parole que deux fois seulement: le 07/02/00 B Avril 94 en m'annonçant de venir à Kigali et un autre jour vers le 12 ou 13/4/94 pour dire que les fonds de la Banque Nationale de Rwanda devaient être transférés à GITARAMA.

Les autres fois quand nous nous croisions même à Virazi à l'hôtel des Diplomates, il m'esquissait comme la tête laissée comme il en a l'habitude.

Je sais qu'il a contacté le Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'ONU le Dr Roger Bock Bock et le Général Dallaire. Les autres qu'il aurait contacté, je ne les connais pas.

Encore une fois les officiers que je vous ai indiqués peuvent nous renseigner mieux que moi, surtout ceux qui seraient allés à ses réunions.

K0073952

- 7 -

3567/A

5° Les rapports au sein du sommet de l'Armée pendant cette période
 Il y avait évidemment des régionalistes, des ethnistes, des
 extrémistes, des modérés et des sans position. Le clan
 extrémistes et régionaliste était aussi ethniste. Il avait
 commandité les assassinats qui semblaient planifiés.
 Les autres croyaient que ces assassinats des hommes politiques
 (qu'ils sont un peu tard) étaient une réaction spontanée
 des militaires de la Garde Présidentielle suite à l'assassinat
 au décès encore inexpliqué de leur Chef Président.
 Ils croyaient que cela allait s'arrêter afin de former
 un gouvernement qui prendrait les affaires en mains.
 Mais ils ont remarqué que le Gouvernement formé ne
 faisait rien pour arrêter les massacres, ni pour
 établir un dialogue avec le porteur aux Accords
 d'ARUSHA.

C'est ainsi que quelques officiers à tête de Col BUSATIRA
 (le Général NDINDIYIMANA était à GITARAMA), se sont
 rencontrés et discutés de la situation. Il fallait
 maîtriser la situation, arrêter les massacres, l'exode
 de la population bref pacifier le pays et contribuer
 à la mise en place rapide des institutions mirant
 l'Accord de Paix d'ARUSHA. Pour ce faire il fallait
 pouvoir contacter le FPR, du moins le Commandement
 militaire, puisque le FPR disait qu'il ne reconnaissait
 pas le Gouvernement RINDIKURURABO-KAREARISA, mais
 qu'il voulait parler en dialogue avec les militaires.
 Ce communiqué a été fait sur initiative de ^{partie} des officiers modérés
 présents à Miami, auxquels se sont joints certains autres
 qui ne sont montrés plus tard par intéressés par
 la résolution du problème par les voies marchées.

Le Communiqué du Comité des FAR m'a rien à voir, avec un quelconque autre communiqué signé le 7/4/94 par le Col BAGOSORA. Je ne le connais même pas moi. Lors de cette réunion préparant notre communiqué, personne n'a fait allusion à un quelconque autre communiqué.

6° Rôle joué

Nous avons fait ce communiqué sans en avoir informé le Gouvernement. Nous n'avions aucun contact avec lui. Même le MINADEF ne venait que rarement à Kigali, et nous présumions que le Gouvernement ne nous autoriserait pas de le faire. Nous l'avons mis devant un fait accompli.

Le Général NOINDIYIMANA ^{me} ~~vous~~ a téléphoné de GITARAMA quand il venait de app de prendre connaissance de ce Communiqué, qu'il était entièrement d'accord avec nous, et avec son contenu. Sans doute qu'il a dû convaincre le Gouvernement, qui nous a laissés, mais pas de gaité de cœur, ou autorisés à son établir le dialogue avec le FPR.

6° Rôle joué par les Officiers

a. Général NOINDIYIMANA Augustin

Comme le plus haut gradé au sein des FAR, il assurait la liaison avec le Gouvernement. Il a fait son possible afin que celui-ci modifie parfois ses positions extrémistes. Je me suis rendu d'ailleurs une fois avec lui à GITARAMA pour rencontrer le Président, le Premier Ministre et le Ministre de la Défense. Nous leur avons fait part de notre préoccupation de voir les politiciens adopter un discours politique pacificateur, plutôt que provocateur de faire assister les belligérants à un dialogue de bon sens.

médias etc...

#0073955

-10-

3564/A

Brief du Général NDINDILI a été très correct et a même sauvé la vie à beaucoup de gens menacés, parmi lesquels des militaires.

Il a été partisan du dialogue et de la modération.

b. Le Colonel ROSATIKA

Très modéré, il a fait beaucoup de contacts avec les autres autorités tant politiques, gouvernementales (administratives) qu'ecclesiastiques, même avant pour prévenir des débordements.

Même au cours de cette période, contrairement à ce que certains extrémistes lui reprochent, il a sauvé beaucoup de vies humaines, en les recherchant chez lui, en les escortant vers des lieux plus sûrs en les logeant et les nourrissant.

Il est intervenu auprès de l'Etat Major de la Commanderie pour que celui-ci assure la relève de la contingent MINUAR (belge) à l'Écol. Technique Officiel KICUKIRO.

Il a prodigué beaucoup de conseils sages lors des réunions du Comité de crise, de réunions des commandants unités etc...

Il était catégoriquement contre les massacres et l'immixtion des militaires dans les affaires politiques (pours. du pouvoir).

c. Le Colonel BAGOSORA

Le rôle primordial que le Col BAGOSORA se situe dans la nuit du 06 au 07/04/94 et certainement avant et après. Il est très ambitieux.

Durant cette nuit au cours de la réunion des Chefs de Service et de bureaux du MINADEP et des deux Etats Majors, il a montré clairement qu'il voulait prendre la direction politique du pays. Il a lutté pour rassurer l'appui des diplomates étrangers et celui des FAR. Ce qui lui a ~~été~~ été refusé du moins du côté militaires.

Comme je n'étais pas présent au cours de cette nuit, ceci m'a été rapporté par les officiers après. Quant à la au refus lors de la 1^{re} réunion du Comité de crise, j'étais présent.

d. Moi-même

J'aime mieux être jugé par d'autres plutôt que de porter un jugement sur moi-même.

Je vous recommanderai de contacter les Officiers que j'ai cités dans la présente note et même d'autres que vous pourriez rencontrer.

Seulement je vous dirais que je ne suis pas extrémiste, ni régionaliste ni ethniste, ni ambitieux.

J'aime mon pays et tous les rwandais sans distinction. J'ai collaboré avec les autres pour faire ramener la paix au RWANDA. Vous pouvez aussi contacter les Responsables de la MINUAR à cette époque : Le Dr Roger Bosh Bosh, le Général Dallaire, le Dr KANN conseiller politique d'alors etc... et même le Dr DESANDRE actuellement à la MINUAR II.

10078957

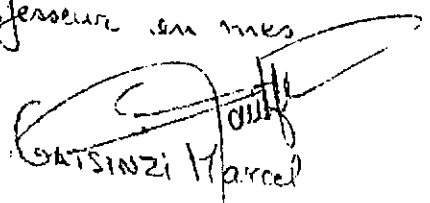
Je ne sais rien du Communiqué que Mme Agathe comptait diffuser à la radio la matinée du 7/4/54 jusqu'à présent nous n'avons pas de traces malheureusement Dieu ait son âme.

Concernant les autres informations sur la situation actuelle il m'est difficile de le faire étant donné ma position.

Seulement pour le Col RUSATIRA, ne vous inquiétez pas. Il est chez lui au 75172. Il s'est mis à l'abri (en sécurité) un certain moment, mais non contre le pouvoir mais contre des particuliers. Il s'en est informé les autorités politiques et militaires qui suivent la situation. Vous pouvez le contacter.

Je voudrais m'excuser des fautes d'orthographe éventuelles puisque je n'ai pas le temps de relire et corriger cette lettre. Je suis trop pris par d'autres obligations. J'ose croire que je vous ai dit la vérité de ce que je sais, mais ne prétends pas connaître toute la situation. Auni serait-il utile de compléter les présentes informations par des contacts avec les autres Officiers. J'espère que les temps seront meilleurs pour pouvoir dialoguer sans inquiétude.

Croyez Monsieur le Professeur en mes sentiments très respectueux.


GATSIINZI Marcel

3561/A

KOZ44695

Kigali, 25 June (199 (?)) [year illegible]

To : Professor REYNTJENS Filip

Dear Professor,

Please, find herein enclosed some answers and observations on the questions you forwarded to me through Mr. Patrick DUPONT.

To begin with, I would like to point out, as I have already done, that since I know nothing of the political and military situation in Kigali during the period prior to my arrival in Kigali on 7 [month and year illegible] at about 16H15, certain details elude me. Some officers who were working in Kigali and in the Ministry of Defence and who are currently in Rwanda can provide you with other useful information regarding the situation during that period.

Col. L. RUSATIRA, Col. NDIBWAMI Deogratias, currently Chief of Staff of the National Gendarmerie, Lt. Col. Innocent BAVUGAMENSHI, then Commander of the Republican Guard in charge of the Security of Ministers, Major Augustin CYIZA, Chairman of the War Council and occasionally Adviser to the Minister of Defence. Their telephone numbers are as follows :

Col. Leonidas RUSATIRA : 75172 (Home);
Col. NDIBWAMI : 33681 (Home);
Lt. Col. Innocent BAVUGAMENSHI: 75173 (Office);
Major A. CYIZA : 32361 (Home); (he was a jurist and probably your student at UNR, Butare.

I would like to go back to your last phone call concerning the meeting that late Prime Minister Agathe held with some officers. Major CYIZA told me Prime Minister Agathe spoke subsequently (or shortly after) the meeting, and that Gen. Augustin NDINDILYIMANA did not effectively take part in that meeting. He was absent. Major CYIZA can confirm this to you himself.

Answers to your questions

1. I am unable to give you Col. BAGOSORA's exact schedule, except that at about 2 a.m. he phoned me to inform me that I had been appointed interim Chief of Staff, insisting that I should be in KIGALI by 6 a.m.

However, some officers who, like Col. RUSATIRA, were active towards the end of the first Crisis Committee meeting, told me Gen. NDINDILYIMANA phoned Col. RUSATIRA to inform him of the situation. At the time, Col. BAGOSORA had left the meeting to go to UNAMIR.

As for contacts Col. BAGOSORA made during that period, the officers present at the meeting said :

K0244696

- During the meeting, he had a phone call, he did not want to answer on the spot but told the correspondent he would call him or her back and then he went into another office to call the correspondent or to answer the call. Some people found this quite puzzling.
- He had his own radio network alongside the one used by the Army and the Gendarmerie through which he communicated by walky-talky with the Presidential Guard, the Para-Commando Battalion and the Reconnaissance Battalion. At the time, he was Adviser to the Minister of Defence, Col. BEM NSENGIYUMVA Balthazar, currently at GAKO (BUGESERA [illegible] in political education (sic).
- Col. BAGOSORA told the Commander of the Para-Commando Battalion or the Commander of the Presidential Guard during or after the meeting : "I WANT A GOOD CATCH WITHIN (OR AFTER) 24 HOURS".

After the Crisis Committee meeting held in the morning at about 10 a.m. (at the end of the meeting, in front of the offices), he told the Commander of the Para-Commando Battalion "NI UGUHERA RUHANDE" meaning "combing". This can be confirmed by Major Jean NDAMAGE, currently working at the Ministry of Defence. At the time, gun shots could be heard in the residence of Prime Minister Agathe.

2. Yes, I was a member of the Crisis Committee and I participated in one of its meetings – that of 7 April 1994 aimed at studying the functioning of the Committee. The following day, I also participated in what was not really a meeting but a working session during which Col. BAGOSORA informed the Crisis Committee of the formation of the Government and invited Mr. Jean KAMBANDA to present his Government.

MEMBERS

Although till date, I do not have any document dealing with the setting up of this Crisis Committee, or a report of its meetings, I would say that it was composed of officers who were chiefs of services and offices in the Ministry of Defence, in the two head quarters of the Rwandan Army and National Gendarmerie, plus the Director of Cabinet in the Ministry of Defence.

THE WORK OF THE COMMITTEE

Let me start by defining the Committee's mandate. A military take-over had been ruled out. This Committee's mandate had been clearly circumscribed, even though Col. BAGOSORA wanted the Rwandan Armed Forces to take power.

The Committee's mandate was defined during the meeting of Commanders of the *Secteurs opérationnels* [operational *secteurs*], officers in the Ministry of Defence and Chiefs of Staff, held on 7 April 1994, at 8 a.m.

The Committee's mandate as defined during that meeting was as follows :

- To discipline the elements of the Presidential Guard;
- To facilitate contact between politicians and members of Government and to form the Government in accordance with the Arusha Accords. To establish contact with UNAMIR to ensure [illegible] is included in the Government.

The first meeting of the Crisis Committee was held in the evening of 07/04/94. I attended it in my capacity as member. The meeting was aimed at studying the functioning of the Committee and setting up its structures: electing a chairman, secretary, etc.

The meeting ran into difficulties as Col. BAGOSORA wanted and seemed to demand the post of Chairman of the Committee. The Assembly refused to give him the post for the following reasons :

- The Crisis Committee is "military" and ought to be chaired by an officer in active service;
- Col. BAGOSORA had retired from the army and so was no longer in the army;
- Col. BAGOSORA was Director of Cabinet and therefore a politician;
- The Crisis Committee had to be chaired by the most senior soldier of the highest rank, in other words Gen. Augustin NDINDILIYIMANA.

This angered Col. BAGOSORA who scoffed at the meeting and left unhappy. He alone knows what he did up to the formation of the Government. But it appears that he contacted politicians from only one leaning, which resulted in the formation of the Government we know, [illegible].

- After the formation of the first Government, the Crisis Committee was no longer needed. It was dissolved on 8 April 1994 after it was announced, for there were no other meetings and the Government was in place.
3. Chronology of what happened after my arrival. From what point of view? It is too general and too broad?

- I first acquainted myself with the operational situation since the fighting had resumed as from 16H00 on the entire Northern front. The fighting had started on 5 April 1994 both in Kigali and KIMIHORURA (?);
- There were meetings of the Crisis Committee;
- Direction of operations

I am unable to give you my precise schedule since it is over a year since I lost my agenda. You would understand why in the present circumstances when I [illegible] not having followed up the situation since the assassination of the President of the Republic; the situation was rather unclear to me. This was something that those who had a plan to execute had carefully envisaged and planned. To have elbow room and operate freely, they needed someone who was not aware of the situation in Kigali (scheming, succession intrigue, plots to eliminate political figures, etc.).

They needed a scapegoat for the executions and abuses they were secretly committing at the time. They chose someone who was not from their region, someone they had already denigrated long before, someone who would not be able to stand in their way, since he had very little support among most of the officers and even soldiers from the North. They needed someone who would bear all the consequences of the unfolding situation resulting from all the murders and assassinations they had planned.

That person was me, an officer from the centre of the country, but posted to the South (Nduga), and whom they did not like because he had remained upright through his military career and had steadily climbed all the rungs of his profession as well as all the ranks without delay. Indeed those people from the North were regionalist and did not like me at all. President Habyarimana turned a deaf ear to the malicious statements they made about me to him because he knew me to be a duty-conscious officer who did not indulge in malicious gossip. That is why it was necessary [illegible].

4. The protagonists in the political negotiations

The negotiations had been initiated during the night of 5 and 7 April 1994 prior to my arrival in Kigali. But I learnt that Col. BAGOSORA had fought hard to make contacts with all parties to the negotiations with a view to securing their support so that the soldiers with him, the Director of Cabinet, the representative of the Minister of Defence, heading the group of high-ranking officers [original French sentence incomplete]. All these contacts, even those made subsequently, were made outside the negotiations. I do not know whether he informed certain officers. In any case, I was not one of those informed, if at all he did inform any. Furthermore, he only spoke to me twice: on 070200 (?) B April 1994 to instruct me to go to Kigali, and another day around 12 or 13 April 1994, to inform me that the funds of the *Banque Nationale du Rwanda* [National Bank of Rwanda] had to be transferred to Gitarama.

The other times we bumped into each other even in Kigali, at *Hôtel des Diplomates*, he evaded me, lowering his head, as he usually did.

I know he contacted the Special Representative of the UN Secretary General, Dr. Jacques Roger Booh Booh, and General Dallaire. I do not know who else he might have contacted.

Again the officers I have referred to can inform you better than myself, especially those who took part in those meetings.

5. Relations at the head of the army during that period

There were evidently regionalists, ethnically biased, extremists, moderates and those without a position. The extremist and regionalist click was also ethnically biased. It ordered the assassinations that seemed to have been planned. The others believed those assassinations of politicians (which they learnt of too late) were a spontaneous reaction of soldiers of the Presidential Guard in the wave of the assassination, the yet unexplained death of their leader and President. They believed the killings were going to stop so that they could form a government that would take charge of the situation. But they noticed that the newly-formed Government was doing nothing neither to put an end to the massacres, nor to initiate dialogue with its partner in the Arusha Accords.

Thus, some officers [illegible] Col. RUSATIRA (Gen. NDINDILYIMANA was in GITARAMA), met and discussed the situation. It was necessary to put the situation under control, to stop the massacres, the exodus of the people, in short, to restore peace in the country and contribute to the rapid setting up of institutions following the Arusha Accords. To this effect, it was necessary to establish contact with the RPF, at least the military command, since the RPF said it did not recognize the SINDIKUBWABO-KAMBANDA Government but wanted to talk or dialogue with the military. The *communiqué* was issued at the behest of moderate high-ranking officers present in Kigali, who were joined by others who later proved uninterested in a peaceful resolution of the problem. The *communiqué* by the FAR Command had nothing to do with any other *communiqué* signed by Col. BAGOSORA on 7 April 1994. I am not even aware of it. During that meeting to prepare our *communiqué*, nobody made allusion to any other *communiqué*.

K0244700

We prepared the *communiqué* without having informed the Government. We had no contact with the Government. Even the Minister of Defence only came to Kigali occasionally. And we had the presentiment that the Government would not authorize us to issue the *communiqué*. We put the Government before a *fait accompli*. General NDINDILYIMANA telephoned me from GITARAMA after he had learnt of the *communiqué* and told me he was in total agreement with us and with the contents of the *communiqué*. There is no doubt that he must have convinced the Government which left us alone, albeit reluctantly, or authorized us to initiate dialogue with the RPF.

6. The role played by military officers

a. General Augustin NDINDILYIMANA

As the most high-ranking officer in the FAR he was the link with the Government. He did his best to ensure that the Government sometimes softened its extremist positions. I actually went with him once to GITARAMA to meet the President, Prime Minister and Minister of Defence. We told them about our keenness to see the politicians adopt a pacifist approach rather than [illegible] media, etc. In short, Gen. NDINDILYIMANA was very upright and even saved the lives of several people who were threatened, including soldiers. He was favourable to dialogue and moderation.

b. Colonel RUSATIRA

Col. RUSATIRA was very moderate. He made several contacts with political, government, administrative and religious authorities, even earlier on in order to prevent things from getting out of hand.

Even during that period, contrary to the reproaches of some extremists, he saved the lives of many people by hiding them in his home and escorting them to safe areas, and by housing and feeding them.

He intervened at the *Gendarmerie* headquarters to enable the latter to take over from the Belgian contingent of UNAMIR at the *Ecole Technique* [illegible] de KICUKIRO.

He gave much sound advice during meetings of the Crisis Committee and unit commanders, etc.

He was categorically against the massacres and the interference of the military in political affairs (military take over).

c. Colonel BAGOSORA

3555/A

K0244701

Col. BAGOSORA played a primordial role in the night of 6 to 7 April 1994 and certainly before and thereafter. He is very ambitious.

During that night, in the course of the meeting of heads of MINADEF services and offices and the two Chiefs of Staff, he clearly demonstrated that his desire to assume the role of political leader of the country. He fought hard to secure the support of foreign diplomats and the FAR. He was refused this position at least by the military. As I was not present on that night, I learnt of it later from military officers. But I was present when his aspirations were rejected during the first meeting of the Crisis Committee.

d. I myself

I would prefer that others judged me than to judge myself.

I would recommend that you contact the officers I have named in this letter and any others you may meet.

All I can tell you is that I am not an extremist, a regionalist, ethnically biased nor an ambitious man.

I love my country and all Rwandans without distinction. I cooperated with others to help restore peace to Rwanda. You may also contact the officials in charge of UNAMIR at the time : Dr. Jacques Roger Booh Booh, General Dallaire, Dr. Kahn, then Political Adviser, etc., and even Dr. OLSSANDE, currently at UNAMIR II.

7. I know nothing of the *communiqué* which Mrs. Agathe intended to broadcast over the radio in the morning of 7 April 1994. Till date, we unfortunately have no trace of the *communiqué*. May her soul rest in peace.

As concerns the other information on the current situation, it is difficult for me to divulge it, given my position.

As for Col. RUSATIRA, you should not be worried. You can reach him at 75172. At one time, he sought refuge somewhere (in safety), not from the Government but from certain individuals. He informed the political and military authorities monitoring the situation. You can contact him.

I crave your indulgence for any spelling errors; I have no time to read over and correct this letter. I am too busy with other obligations. I believe I have told you the truth about what I know, but I do not claim knowledge of the entire situation. It would therefore be necessary to complement the above information through contacts with the other officers. I hope the situation will improve in future to allow us to dialogue with a cool head.

21

3554/A

K0244702

Yours most respectfully,

(signed)

Marcel GATSENZI



TRANSMISSION SHEET FOR FILING OF DOCUMENTS WITH CMS

COURT MANAGEMENT SECTION
(Art. 27 of the Directive for the Registry)

I - GENERAL INFORMATION (To be completed by the Chambers / Filing Party)

To:	<input type="checkbox"/> Trial Chamber I N. M. Diallo		<input type="checkbox"/> Trial Chamber II R. N. Kouambo		<input type="checkbox"/> Trial Chamber III C. K. Hometown	
	<input type="checkbox"/> OIC, JLSD P. Besnier		<input type="checkbox"/> OIC, JPU C. K. Hometown		<input checked="" type="checkbox"/> F. A. Talon (Appeals/Team IV)	
				<input type="checkbox"/> Appeals Chamber / The Hague K. K. A. Afande R. Muzigo-Morrison		
From:	<input type="checkbox"/> Chamber (names)		<input type="checkbox"/> Defence (names)		<input checked="" type="checkbox"/> Prosecutor's Office <i>for James J. Arguin</i> (names)	
					<input type="checkbox"/> Other: (names)	
Case Name:	The Prosecutor vs. Bagosora Théoneste et al.				Case Number: ICTR-98-41-A	
Dates:	Transmitted: 21 March 2011			Document's date: 25 June 1995		
No. of Pages:	21		Original Language: <input type="checkbox"/> English <input checked="" type="checkbox"/> French <input type="checkbox"/> Kinyarwanda			
Title of Document:	Disclosure of Marcel Gatsinzi's Statement					
Classification Level:			TRIM Document Type:			
<input type="checkbox"/> Ex Parte			<input type="checkbox"/> Indictment			
<input type="checkbox"/> Strictly Confidential / Under Seal			<input type="checkbox"/> Warrant			
<input type="checkbox"/> Confidential			<input type="checkbox"/> Decision			
<input checked="" type="checkbox"/> Public			<input type="checkbox"/> Affidavit			
			<input type="checkbox"/> Disclosure			
			<input type="checkbox"/> Order			
			<input type="checkbox"/> Judgement			
			<input checked="" type="checkbox"/> Motion			
			<input type="checkbox"/> Correspondence			
			<input type="checkbox"/> Notice of Appeal			
			<input type="checkbox"/> Appeal Book			
			<input type="checkbox"/> Book of Authorities			
			<input type="checkbox"/> Submission from non-parties			
			<input type="checkbox"/> Submission from parties			
			<input type="checkbox"/> Accused particulars			

II - TRANSLATION STATUS ON THE FILING DATE (To be completed by the Chambers / Filing Party)

CMS SHALL take necessary action regarding translation.

Filing Party hereby submits only the original, and **will not submit** any translated version.

Reference material is provided in annex to facilitate translation.

Target Language(s):

English French Kinyarwanda

CMS SHALL NOT take any action regarding translation.

Filing Party hereby submits **BOTH the original and the translated version** for filing as follows:

Original	in	<input type="checkbox"/> English	<input type="checkbox"/> French	<input type="checkbox"/> Kinyarwanda
Translation	in	<input type="checkbox"/> English	<input type="checkbox"/> French	<input type="checkbox"/> Kinyarwanda

CMS SHALL NOT take any action regarding translation.

Filing Party **will be submitting the translated version(s)** in due course in the following language(s):

English French Kinyarwanda

KINDLY FILL IN THE BOXES BELOW

<input type="checkbox"/> The OTP is overseeing translation. The document is submitted for translation to: <input type="checkbox"/> The Language Services Section of the ICTR / Arusha. <input type="checkbox"/> The Language Services Section of the ICTR / The Hague. <input type="checkbox"/> An accredited service for translation; see details below: Name of contact person: Name of service: Address: E-mail / Tel. / Fax:	<input type="checkbox"/> DEFENCE is overseeing translation. The document is submitted to an accredited service for translation (fees will be submitted to DCDMS): Name of contact person: Name of service: Address: E-mail / Tel. / Fax:
---	--

III - TRANSLATION PRIORITISATION (For Official use ONLY)

<input type="checkbox"/> Top priority	COMMENTS	<input type="checkbox"/> Required date:
<input type="checkbox"/> Urgent		<input type="checkbox"/> Hearing date:
<input type="checkbox"/> Normal		<input type="checkbox"/> Other deadlines: